

PROGRAMME D'ACTION DE LA JS SUISSE



**ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA JS SUISSE
- 15 ET 16 MARS 2014
*VERSION PROVISOIRE***

Introduction

La crise économique actuelle, qui a débuté en 2008, a fait trembler tous les pays du monde. Il s'agit d'une crise classique du capitalisme, à savoir une crise de surproduction.

En effet, jamais auparavant, le monde n'avait atteint un niveau de développement et d'abondance aussi élevé. Jamais l'agriculture n'avait été aussi productive et l'infrastructure, les moyens de communication et les usines aussi évoluées. Ces acquis, conquis à travers des luttes intenses par le travail humain, se trouvent aujourd'hui en conflit avec les rapports de production. Ils n'appartiennent et ne servent pas l'humanité dans son ensemble, mais ne profitent qu'à une petite minorité privilégiée. Grâce à la propriété privée des moyens de production, cette dernière s'approprie pratiquement toute la plus-value produite par la société. Tôt ou tard, la société finit par ne plus avoir la possibilité de se payer les biens qu'elle produit elle-même. Au lieu de récolter les fruits de son travail, la société commence à les détruire en masse. Ce n'est pas parce que les besoins de la société seront satisfaits, non. Mais la société n'a pas les moyens pour les satisfaire.

Aux États-Unis, première puissance mondiale, il y a autant de personnes sans abris que lors de la crise des années trente. Et ceci bien que la moitié des personnes concernées ont un travail à plein temps et malgré le fait qu'il y a plus de maisons vides que de SDF. En Grèce, des écoliers tombent de leur chaise, tellement ils ont faim. L'actuelle crise de surproduction dépasse l'ampleur de toutes les crises précédentes.

A travers toute l'Europe (y compris en Suisse), les conquêtes du mouvement ouvrier et de la social-démocratie sont remises en question. L'offensive néolibérale démantèle, au fur et à mesure, l'État-providence qui semblait pourtant aller de soi. Les détenteurs du capital font main basse sur une part croissante de la richesse socialement produite. La Suisse fait partie des pays les plus riches et se situe en même temps parmi les pays les plus inégalitaires en ce qui concerne la répartition de la richesse. Pendant la crise cet écart s'est encore accru. En effet, en 2012 les fortunes des 200 personnes les plus riches ont augmenté de 31.1 milliards de francs.

Tandis que la fortune des dix Suisses les plus riches augmente de 21 milliards de Francs par an. Ces dernières détiennent, d'ailleurs, ensemble, une fortune de 141 milliards. Un chiffre à mettre en comparaison aux 90% de la population qui détient elle seulement 17% de la richesse nationale.

Cette crise historique du capitalisme annonce le début d'une époque de révolutions et de contre-révolutions. Une vague protestataire de dimension gigantesque déferle sur l'Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, aussi bien que sur le continent américain et l'Asie. La gauche au niveau international, et particulièrement la social-démocratie, n'apporte pas de réponse à la crise. Au contraire, elle se laisse embrigader par la politique d'austérité de la bourgeoisie et se positionne ainsi à l'encontre des intérêts de la majorité de la population. Le Parti Socialiste en Suisse est incapable, comme tous ses homonymes en Europe, de réagir aux mouvements de protestation, et est évidemment encore moins capable de donner une direction appropriée à son action.

Il est du devoir des Socialistes de dépasser la contradiction intrinsèque du mode de production bourgeois. En effet, l'énorme richesse produite et le progrès que l'humanité a créé pourraient déjà garantir une vie digne et plaisante à tout le monde. Mais ceci n'est malheureusement pas le cas, du fait qu'une minorité toujours plus étroite possède cette richesse et la contrôle. C'est pourquoi nous considérons le passage des moyens de production (c'est-à-dire tout le savoir, la technologie, les moyens de communication, le sol et toute l'infrastructure) et de la propriété de cette minorité à toute la société comme le moyen le plus efficace pour abolir la misère, le chômage et l'inégalité sociale. Ou autrement dit, la solution à la crise réside dans le dépassement du mode de production capitaliste et sa substitution par une gestion des moyens de production sur une base démocratique et planifiée. Pour que ces revendications aient un sens, nous devons joindre les luttes pour la défense et l'amélioration des conditions de travail et de vie actuelles, avec la lutte pour le socialisme. C'est en effet dans la séparation de ces luttes que la crise du mouvement socialiste réside. La revendication pour un salaire minimum et l'initiative 1:12 nous a démontré qu'une telle synergie peut bien être porteuse de succès. Toutefois, une demande isolée ne peut pas remplir cette fonction. Dans cette optique nous voulons montrer à la jeunesse, aux étudiants et aux jeunes travailleurs, par un ensemble de demandes de transition, que le

socialisme est la réponse à leurs problèmes. Le programme d'action suivant vise à illustrer cela et en même temps il sert comme guide politique au parti pour son action.

Programme d'action

1. Halte à la baisse du niveau de vie

En 2011, selon l'Office Fédérale des statistiques, plus d'un million de personnes était menacé par la pauvreté, malgré toute la richesse qui se trouve en Suisse. Les étrangers et les retraités sont particulièrement touchés. La pauvreté ne représente cependant qu'une partie de la crise. Une enquête a démontré que la part de personnes se sentant optimiste, et plein d'entrain, a diminué d'un tiers entre 2004 et 2009. Des maladies psychiques comme la dépression et les burn-outs sont devenus de véritables épidémies.

Les salaires en Suisse sont certes relativement élevés. Toutefois, les diverses augmentations de taxes indirectes, une avalanche de redevances et tarifs croissants, l'augmentation du prix de l'électricité et de l'essence, la charge croissante des dépenses pour les transports publics, amenuisent les budgets des ménages des salariés. Les gens travaillent presque uniquement pour joindre les deux bouts. En même temps, les administrations publiques augmentent les tarifs pour leurs services. Nous nous opposons donc à toute augmentation de tarifs dans les services publics et les entreprises semi-publiques.

Sur le marché de travail, les salariés sont menacés par l'augmentation de la pression au travail, par des salaires en baisse, et par un taux de chômage croissant. 40% des salariés travaillent d'ailleurs sous une « pression de travail forte ». Les mesures d'austérité et les coupes dans les dépenses dans l'éducation, dans la santé et dans le social augmentent encore davantage la pression sur les travailleurs. Outre les tarifs en hausse, les loyers astronomiques touchent particulièrement les couches à revenus bas et moyens.

Le loyer constitue une dépense accablante dans beaucoup de régions et agglomérations en Suisse, notamment pour les familles et les jeunes. Le niveau démesuré des loyers est principalement une conséquence de la spéculation immobilière sans égard. La Banque Nationale alimente davantage cette spéculation avec des crédits bon marché. Des logements à prix élevé sont construits partout. La majorité de la population ne peut se les payer qu'avec des sacrifices énormes. Il est de notre devoir de nous opposer à ce développement et exiger la construction massive de logements d'utilité publique. Nous sommes également contre toute vente de terres publiques à des privés.

Les primes des assurances maladie, en hausse depuis des années, constituent une autre charge importante pour les porte-monnaies. La cause principale de ces hausses de prix est la jungle de plus de 80 caisses-maladie qui se livrent une concurrence absurde. L'initiative pour une caisse unique va dans le bon sens pour pallier à ce problème, mais nous devons faire un pas de plus. Et c'est pourquoi nous revendiquons un système social contrôlé par les syndicats qui couvre invalidité, maladie, retraite et chômage, et qui se finance à travers des impôts progressifs.

Nous luttons pour :

- × Le remplacement de toutes les redevances, tarifs et taxes servant à financer les services publics par des fortes impositions progressives.*
- × Une large campagne de construction de logements d'utilité publique et sociaux et l'interdiction de vente des terres et biens immobiliers publics*
- × La gratuité des transports publics*
- × Des loyers limités au coût d'entretien et un contrôle des prix*

2. Halte à la casse sociale

Le niveau de vie actuel a été acquis grâce à de grandes luttes des travailleurs et des jeunes. Aujourd'hui, les salariés se voient confrontés à une vague d'attaques historique. Le fardeau de la crise est reporté sur les salariés sous forme de mesures d'austérité, de baisses des rentes et de

démantèlement des services sociaux. Dans le seul canton de Berne, 231 à 491 millions de francs devraient être économisés, au péril de plus de 600 emplois dans le secteur public.

Des mesures d'austérité similaires sont imposées dans presque tous les cantons, pendant que partout des cadeaux fiscaux sont accordés aux riches. Avant même qu'on n'accorde du soutien aux personnes exclues du travail rémunéré (chômeurs, bénéficiaires d'une rente AI ou de l'aide sociale), ils sont soumis à des pressions massives et sont traités en bloc comme des imposteurs. En même temps, les fonds des caisses de pensions pour les retraités sont menacés par des réductions de rentes et par des pertes spéculatives.

En même temps, la Suisse détient le record en terme de soustraction d'impôts. On estime que 18 milliards de francs échappent ainsi à l'État chaque année. Ceci correspond à un peu plus d'un quart du budget fédéral total ! On voit donc qu'il y en a assez de l'argent pour financer le budget public. Ceux qui s'enrichissent des richesses socialement produites et qui veulent échapper à leur responsabilité doivent enfin passer à la caisse. L'imposition des riches doit être utilisée pour l'extension de l'instruction publique, pour l'aide sociale et pour le secteur de la santé. En même temps, cette imposition doit servir à juguler les attaques contre les conditions de vie et de travail des fonctionnaires

Les mesures d'austérité touchent tous les niveaux de la société, mais avant tout les salariés des services publics. Cela fait des années qu'ils doivent subir des coupes salariales et des baisses des retraites, des réductions d'effectifs et des augmentations de charges de travail. La situation est particulièrement précaire dans le secteur de la santé et des soins. Les privatisations ou semi-privatisations n'ont fait que renforcer ces tendances. Nous devons activement soutenir les luttes des fonctionnaires ainsi que nous engager pour l'obtention de meilleures conditions de travail.

Nous contribuons par nos propres revendications aux mouvements naissants de grèves et de manifestations et nous affirmons que les mesures d'austérité doivent être combattues par principe. Ces protestations ne doivent cependant pas viser uniquement les mesures d'austérité, mais aussi les privilèges des riches.

Nous luttons pour :

- x La fin et l'annulation de toute mesure d'austérité*
- x La suppression des allègements fiscaux de ces dernières années sur les bénéficiaires des entreprises et pour une imposition massive des fortunes, des revenus élevés, des héritages et des transactions financières*
- x L'annulation des privatisations de service public. La formation, les transports publics, les communications, l'approvisionnement énergétique et la santé doivent être en mains publiques.*
- x De meilleures conditions de travail et pour plus d'emplois qualifiés dans le secteur public*

3. Du travail et une économie démocratique !

Les attaques menées contre les conditions du travail et les employés touchent tout le monde, quel que soit le genre, l'orientation sexuelle, la religion ou la couleur de peau. Pour cacher ce fait, la bourgeoisie essaye encore et toujours de nous diviser par le sexisme ou le racisme. Les femmes gagnent toujours moins et les migrant-e-s sont considérés comme les responsables de la misère sur le lieu de travail et du taux de chômage existant. Nous nous opposons fermement à toute forme de discrimination et prônons la solidarité de classe. Nous exigeons un salaire égal pour un travail égal et menons une lutte conséquente contre la sous-enchère salariale.

Pendant le boom économique de l'après-guerre, on se trouvait dans une situation de plein emploi, et il existait même un manque de main-d'œuvre. Aujourd'hui 10% de la population suisse souffre du manque de travail. La jeunesse, surtout, a de la peine à trouver des places d'apprentissage ainsi que du travail. Nous exigeons le droit au travail et à des conditions d'existence dignes pour tous. Pour réaliser ce droit, nous exigeons la réduction de la journée du travail au même salaire et un salaire minimal général de 4000 francs.

Aujourd'hui le partenariat social garantit la paix du travail et dérobe aux employés leur moyen de lutte le plus important : le droit de grève. Contre la supériorité des riches et des puissants, nous, la Jeunesse Socialiste, exigeons un droit de grève, de manifestation et d'occupation sans limites. Sur le plan politique, nous demandons la pleine application de droits syndicaux nationaux et internationaux, et avant tout la protection contre des licenciements pour cause d'activité politique ou syndicale. Face au partenariat social au service de la bourgeoisie, nous proposons la formation de comités d'entreprise indépendants et combatifs sur les lieux de travail. C'est en eux que nous voyons l'embryon d'une société future socialiste. Ils remettent en question le pouvoir du patronat au sein d'une entreprise et posent la question de savoir qui doit réellement décider dans l'entreprise : le propriétaire ou les travailleurs.

Comme pour l'initiative 1:12, les possédants vont nous jeter à la face l'incapacité à réaliser nos revendications. Nous ne croirons à leurs pleurnicheries que lorsque nous le verrons de nos propres yeux, et c'est pourquoi nous exigeons qu'on nous donne accès à l'ensemble des livres de compte du patronat. Les salariés doivent savoir en détail pourquoi ils subissent des politiques d'austérité, pourquoi leur lieu de travail est déplacé, et où va la richesse qu'ils ont produit. Simultanément, la classe travailleuse doit recevoir les moyens de décision pour diriger elle-même la société dans l'avenir. L'examen de livres des comptes est ainsi le premier pas pour prendre le contrôle de la production par la société.

Si une entreprise commence à licencier et menace le pays de délocaliser à l'étranger, nous exigeons qu'elle soit étatisée sous contrôle démocratique des salariés. Par ailleurs, nous devons empêcher la fuite la fuite des entreprises par le contrôle des exportations de capitaux. Les capitalistes sont libres de quitter le pays, mais la richesse acquise par nous et les moyens de production doivent rester ici. Si les industries clefs sont en mains publiques, ces dernières peuvent empêcher la logique du profit et les soumettre à la volonté du peuple. Grâce à cela, les salariés reçoivent les moyens pour planifier et mettre en œuvre les changements nécessaires depuis longtemps pour l'économie, et notamment l'arrêt du pillage des ressources dans les pays du tiers-monde et le démarrage immédiat d'une nouvelle orientation énergétique écologiquement soutenable.

Nous luttons pour:

- x à travail égal, salaire égal, contrôle des conditions de travail, et stop à la sous-enchère salariale*
- x le partage du temps de travail rémunéré au même salaire et un salaire minimal de 4000 francs*
- x la protection absolue des droits syndicaux nationaux et internationaux*
- x la publication des livres de comptes des entreprises*
- x l'Étatisation de l'industrie clef sous contrôle de salariés, ainsi que la mise en place d'un contrôle des exportations de capitaux*

4. Halte aux abus des banques!

Le capitalisme fondé sur la libre-concurrence et le libre-marché a depuis longtemps été remplacé par un capitalisme qui se base sur de grands consortiums, des fonds énormes et des monopoles gigantesques. 1318 groupes multinationaux contrôlent aujourd'hui plus de 80% de l'économie mondiale, dont les plus grands sont tous des banques. Dans ce contexte, le capital suisse joue un rôle majeur : la valeur de tous les investissements suisses à l'étranger se montent à un billion de francs suisses.

Avec le développement du capitalisme monopolistique s'est développée la domination des banques. A côté et au-dessus des entreprises multinationales, ce sont elles qui détiennent le vrai pouvoir dans l'économie. La structure même des multinationales reflètent toute la structure du capitalisme sous une forme concentrée : elles organisent et financent des entreprises gigantesques, le progrès technique et des cartels puissants, mais sont en même temps responsables des prix élevés, des crises et du chômage.

Le caractère parasitaire des banques suisses est apparu de manière de plus en plus évidente pendant ces dernières années. Spéculations sur les biens alimentaires, comptes de banque de fraudeurs du fisc grec, manipulations des taux de change et des taux de référence : à chaque problème les banques suisses sont prises la main dans le sac.

Nous nous opposons à tous les agissements criminels des banques. Et c'est pourquoi nous exigeons l'abolition totale du secret bancaire, le remboursement de tout le bénéfice réalisé par la fraude de fisc et le remboursement de tout l'argent des dictateurs aux peuples des pays concernés.

Les banques, même si elles semblent très fortes, sont loin d'être stables. Des turbulences relativement petites peuvent mener à la faillite de banques immenses, car les affaires financières spéculatives des banques ne sont jamais couvertes par assez de fonds propres. En Suisse, en cas d'effondrement d'une grande banque, une grande partie du système de crédit s'effondrerait lui aussi et ceci aurait des conséquences énormes sur l'économie réelle. En 2008, l'UBS a eu besoin d'une rallonge de 68 milliards de francs issus des impôts pour être sauvée. Ceci a été décidé par la loi de la police, en évitant le parlement. Les abus des banques continuent, néanmoins, sans encombre. Elles mériteraient d'être sauvées par la société uniquement si elles appartiennent à la société!

Pour créer un système d'investissement et de crédit homogène, dans l'intérêt de tout le peuple et qui fonctionne dans le cadre d'un plan raisonnable, nous exigeons l'étatisation de toutes les banques et leur unification dans une seule institution fédérale. Celle-ci doit servir les intérêts de la majorité. Bien évidemment, une telle institution ne peut seulement servir le bien-être du peuple dans son entier que si elle est sous contrôle de la société, et des travailleurs et travailleuses.

Nous luttons pour:

- x l'abolition totale du secret bancaire et le remboursement inconditionnel de tout l'argent provenant de la fraude du fisc et des dictateurs, aux peuples des pays concernés*
- x l'unification et l'Étatisation du système de crédit dans une banque centrale*
- x le contrôle de la banque centrale par le peuple, les syndicats et l'État*

5. Pour une éducation publique et gratuite !

Les jeunes sont parmi les plus exploités de la société, et spécialement ceux qui, après la fin de leur parcours obligatoire, rentrent dans un apprentissage. Qui plus est, vers la fin de ce dernier, ils travaillent comme des employés réguliers, mais ne gagnent presque rien. D'ailleurs, les apprentis sont utilisés par leurs chefs pour des travaux qui ne sont pas en lien avec leur vrai travail, comme des domestiques. Les organes de contrôle étatique n'agissent pas, bien qu'ils aient connaissance des abus dans les apprentissages.

C'est pourquoi nous, la jeunesse socialiste, dans une coopération très étroite avec les syndicats, devons absolument lutter pour des salaires plus justes pour les apprentis et le respect conséquent des droits des apprentis. Nous devons aussi mener la lutte organisée des apprentis dans les écoles de formation professionnelle et les entreprises. Nous luttons aussi pour garantir des places d'apprentissage sur le plan fédéral.

La jeunesse est la victime permanente de la politique d'austérité bourgeoise. Elle est particulièrement touchée par les mesures d'austérité dans le secteur de la formation où les classes se voient élargies, des postes supprimés, les taxes universitaires élevées... Il devient de plus en plus évident que les institutions de formation étatique servent seulement à la création d'une main-d'œuvre profitable au lieu d'être socialement utiles. Des professorats entiers sont achetés par de grandes entreprises, la recherche est instrumentalisée par des sponsors à forte capacité financière.

La hausse des taxes universitaires et l'aggravation des bourses d'études mènent à une sélection sociale, et pour la jeunesse des familles travailleuses, l'accès à la formation universitaire est massivement durci. Nous ne devons plus accepter cette politique du profit pour une minorité. Nous nous opposons à toute mesure d'austérité et toute taxe dans le domaine de l'éducation.

Nous soutenons activement tout effort pour former des comités d'étudiants et luttons pour la participation de ceux-ci aux écoles et universités.

Nous luttons pour:

- x des salaires plus élevés pour les apprentis. Un apprenti doit gagner 2 tiers du salaire habituel d'un travailleur qualifié (d'une branche donnée) pendant sa dernière année d'apprentissage. D'ailleurs chaque apprenti a droit à un 13e salaire mensuel.*
- x le contrôle conséquent de toutes les relations d'apprentissage par rapport au respect du droit.*
- x le droit à une place d'apprentissage après l'école obligatoire et à la poursuite indéterminée du travail.*
- x l'éducation gratuite. L'éducation, tous les coûts y inclus (livres, vêtements du travail, transports publics), doivent être couverts par l'État et les entreprises.*
- x l'introduction de bourse d'études complètes et homogènes, qui permette de vivre dignement.*
- x L'interdiction des dons directs des entreprises aux universités. Pour une recherche forte et financée par le secteur public.*

6. Pour des espaces culturels autogérés et contre la répression!

Les jeunes d'aujourd'hui travaillent et sont plus performants que jamais, tandis que la pression sur les places de travail, à l'école, ou à l'université est énorme. Les jeunes n'ont jamais dans l'histoire produit autant de savoir et de capital. Pourtant, chez les jeunes aussi l'augmentation de la productivité ne s'exprime pas dans davantage de temps libre ou des salaires plus élevés. Le contraire est bien le cas en règle générale...

C'est ainsi que la vie sociale se déplace de plus en plus sur le week-end. Avec ce déplacement sur le week-end vient aussi le déplacement des sorties. Des offres uniformes, des prix élevés à l'entrée des lieux de fête et pour les boissons caractérisent les sorties. La vie sociale devient une marchandise. Les derniers espaces libres de la jeunesse deviennent un

marché.

Les plus grandes mobilisations de jeunes de ces dernières années ont eu lieu sur le sujet des espaces autogérés. Le point culminant, du moins pour le moment, a été le « Tanz dich frei 2.0 » à Berne avec plus de 20'000 participants. Les revendications des manifestants sont extrêmement hétérogènes, mais la lutte contre la commercialisation de la culture festive se trouve au centre de leurs préoccupations.

Des possibilités alternatives pour sortir sont fortement entravées par des restrictions légales ou sont repoussées pour des investissements plus rentables. Les espaces publics sont utilisés de manière ciblée par les villes pour maximiser le profit et offrir de l'espace à ceux qui peuvent se le payer. Autrement dit, en premier lieu aux manifestations commerciales majeures.

Mais cette politique d'éviction se déroule également dans d'autres sphères. C'est ainsi que des loyers abordables dans les centres-villes deviennent des denrées rares. Contrôles de l'identité et mesures d'éloignements sont utilisés de manière systématique, interdictions de ventes d'alcool ou couvre-feux se répandent de plus en plus. Des jeunes qui veulent se réapproprier l'espace public à travers des manifestations dansantes ou des rassemblements sont en règle générale confrontés à des dispositifs de police massifs. Après une tolérance initiale, le but de la police est maintenant d'étouffer toute protestation. Il s'agit de pousser les jeunes à ne pas participer à des telles formes de manifestations. Nous appuyons la lutte pour des espaces autogérés et nous essayons de rallier les participants aux autres luttes sociales.

Les allures de plus en plus répressives de l'État transparaissent aussi ailleurs. Les services de renseignement, la police et l'armée ont de loin quitté la légalité. Les lois sont uniquement interprétées comme entraves à la pratique efficace des organes de sécurité. Elles sont abolies ou violées au possible. L'emploi de services de sécurité privés est la hausse.

L'armée est également préparée à des interventions contre des soulèvements de l'intérieur (« Stabilo Due »). La police militaire est développée davantage et elle s'entraîne à soutenir la police régulière. Il

faut s'opposer rigoureusement à ces développements dangereux. Notre réponse à la répression étatique est le contrôle démocratique.

Nous luttons pour :

- *la nationalisation et l'aménagement d'immeubles inutilisés et vides en habitations abordables et en espaces autogérés*
- *le respect du droit de rassemblement et de manifestation*
- *le désarmement au lieu de l'armement de la police et de l'armée.*
- *l'abolition de tout service de sécurité privée*
- *l'interdiction de tout engagement armé de l'armée sur le territoire suisse*
- *la démocratisation de la police*

7. Pour la solidarité internationale !

La solidarité internationale débute déjà à l'intérieur du pays. La Suisse a un des taux de migrants le plus élevé du monde. Presque un quart de la population ne détient pas de droits politiques. En tant que jeunes socialistes nous ne faisons pas de distinction entre nationaux et étrangers. Nous distinguons les personnes par le simple biais de leurs rapports aux moyens de production, ou autrement dit, par leurs appartenances de classe. Nous sommes, pour notre part, le parti des jeunes salariés, pas d'un quelconque « peuple ».

C'est pourquoi nous organisons tous les secteurs des jeunes salariés, peu importe leur nationalité. Nous prônons le droit d'entrée et d'établissement libre sur le territoire suisse, avec droit de vote pour toutes les nationalités.

Avec le taux élevé de migrants, la social-démocratie suisse n'a pas seulement la tâche d'intégrer ces migrants dans la lutte des salariés en Suisse, mais aussi de les préparer politiquement pour la lutte dans leur pays d'origine et de soutenir ces luttes. Le refus de toute intervention impérialiste et le soutien par des manifestations de solidarité avec nos frères et sœurs travailleurs à l'étranger y forment partie intégrale.

C'est pourquoi, c'est une tâche pour nous en tant que jeunes socialistes de nous solidariser avec les luttes sociales, de conjuguer les mouvements et d'organiser des actions de solidarité.

Nous tenons tête au capital organisé à l'échelle globale avec le mouvement ouvrier international ! Nous devons apporter notre contribution à l'organisation mondiale des salariés. Nous tenons tête aux clubs internationaux du capital, peu importe qu'ils s'appellent WEF, FMI, G20 ou Banque Mondiale, avec la contribution de partis socialistes et des forces de gauches progressistes.

Ceux-ci sont nos alliés naturels et nous les soutenons partout où cela nous est possible. Nous nous engageons pour la mise en place d'un réseau mondial du mouvement syndical combatif et des partis ouvriers, et pour la construction d'une organisation internationale du mouvement ouvrier.

Nous luttons pour :

- x le droit de vote pour tous***
- x la régularisation des sans-papiers***
- x le droit d'établissement pour tous***
- x la construction d'un mouvement syndical combatif international et d'une gauche mondialement unie sous un programme socialiste***
- x l'interdiction des exportations de matériel de guerre***

Le rôle et les tâches de la Jeunesse Socialiste Suisse

Avec l'initiative 1:12, nous avons montré ce que nous pouvons atteindre en nous fixant des thèmes corrects. Nous avons ouvert le champ à la lutte pour le socialisme avec une réponse à un problème brûlant des salariés et des jeunes. Nous avons réussi à augmenter la conscience de classe et nous sommes ainsi devenus le plus puissant parti de jeunes. Il est important que nous embrayions justement à cela et que nous remplacions le simple slogan de dépassement du capitalisme par davantage de contenu. C'est d'autant plus important en ce moment, alors que la crise historique du

capitalisme bat son plein.

L'initiative 1:12 n'est qu'un début. La mobilisation ravivée pour les questions de justice salariale, pour la question sociale tout court, doit être notre point de départ. Les salariés et les jeunes doivent devenir partie active du mouvement de transformation sociale. C'est uniquement comme cela que nous pouvons affronter les milliards du patronat. Pour nous cela signifie concrètement que nous devons gagner de nouveaux membres actifs à la lutte pour le socialisme et que nous devons davantage promouvoir la formation politique au sein du parti.

Nos actions, nos initiatives et notre travail parlementaire doivent toujours avoir comme finalité la construction du parti. Des initiatives et votations comme la 1:12 sont une manière d'aller dans ce sens. Mais d'autant plus importante est l'agitation politique dans les sphères qui nous entourent quotidiennement. Que ça soit sur le lieu de travail, à l'école, au sein de l'université, dans le quartier ou au village, ou que ça soit dans la commission du personnel, les maisons de quartiers, les associations d'étudiants ou les groupes de migrants : c'est en leur sein que la politique se fait quotidiennement. C'est là que nous devons être présents et que nous devons nous organiser. Nous voulons continuer à construire ces espaces politiques avec nos revendications. Nous voulons porter notre programme d'action dans ces espaces, mais aussi au sein du PS.

C'est ainsi que nous obtenons l'accès aux entreprises et aux quartiers, c'est ainsi que nous plongeons nos racines dans la société, et c'est ainsi que nous trouvons ces humains que nous voulons mobiliser directement par notre travail politique quotidien. En même temps que nous agissons ainsi, nous créons les fondements pour une société démocratique nouvelle. Nous voulons être présents partout où la jeunesse s'organise ! Nous sommes l'organisation de la jeunesse !

Un élément crucial dans l'organisation de la jeunesse est la construction et l'intégration des jeunesses syndicales dans notre parti. Les syndicats sont actuellement le point de focalisation principale de la lutte des classes en Suisse. Ceci fait de la collaboration avec les syndicats un impératif immédiat. Des revendications et des campagnes autour des intérêts immédiats des apprentis et de jeunes salariés et leur organisation doivent

aujourd'hui former un enjeu central pour et dans la construction de notre parti. C'est ainsi que des élèves et des étudiants sont préparés à la lutte syndicale. En même temps, la lutte syndicale est ainsi rattachée intimement à la lutte pour le socialisme.

Nous, jeunes socialistes, voulons devenir le centre de toute protestation progressiste, nous voulons incarner la résistance contre toute forme d'injustice, que cela soit des managers qui arnaquent, des videurs racistes, des maires obsédés par l'austérité, ou des policiers violents, nous intervenons. Qui pense à la justice sociale dans ce pays devrait penser à nous en premier.

VENCEREMOS !



js-geneve.ch
info@js-geneve.ch
[f/jeunes.socialistes.ge](https://www.facebook.com/jeunes.socialistes.ge)
[@jsgeneve](https://twitter.com/jsgeneve) sur twitter